



Distr.
GENERALE
T/OBS.4/80
17 août 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

Observations du Gouvernement du Royaume-Uni en
sa qualité d'Autorité administrante

<u>Section</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition de la population de Nkout-Bakossi (T/PET.4/193) ..	1
2. Pétition de M. Nono M. Renaudot, Comité local de Kam-Nah (T/PET.4/197)	1

1. Pétition de la population de Nkout-Bakossi (T/PET.4/193)

En septembre 1959, l'Administration du Cameroun méridional a délivré à la Swiss Lumber Company un permis qui l'autorise à abattre et débiter des arbres dans une région délimitée du district de Bakossi. Elle a délivré ce permis avec l'assentiment de la population bakossi. Les pétitionnaires sont des étrangers : venus de la République du Cameroun, ils résident à Nkout, quartier de Ndum situé dans la région à laquelle s'applique le permis. Ils n'ont aucun droit sur les arbres en question, qui sont la propriété exclusive de la population bakossi, ni aucun intérêt à leur protection.

L'Administration a délivré le permis à condition que la compagnie bénéficiaire s'engage à dédommager les propriétaires des cultures qui pourraient subir des dégâts du fait des opérations d'abattage. Mais les pétitionnaires prétendent sans fondement que leurs cultures ont souffert, puisqu'à la date de la pétition la compagnie n'avait encore abattu aucun arbre.

2. Pétition de M. Nono M. Renaudot, Comité local de Kam-Nah (T/PET.4/197)

Le 23 janvier 1960, les autorités d'immigration ont arrêté au voisinage de la frontière, près de Tombel, 24 personnes soupçonnées d'être entrées illégalement dans le Cameroun méridional. Il s'agissait de citoyens de la République du Cameroun. Les autorités ont accepté de laisser entrer dans le Territoire douze

d'entre eux qui, après vérification de leur identité, ont été autorisés à poursuivre leur route. Mais elles ont constaté que les douze autres étaient des immigrants non autorisés : elles les ont reconduits à la frontière, les ont avertis de ne pas revenir, et les ont relâchés.

Le cas de M. Pascal Zock est exposé dans les observations adressées en janvier 1959 au sujet de la pétition T/PET.4/153^{1/}. L'intéressé ne s'est plus manifesté depuis lors. Nous ne savons rien de M. Tchagtchouang Themotee.

1/ T/OBS.4/45, résolution 1940 (XXIII).